

Conseil Départemental de Meurthe et Moselle

Chargée de mission transition écologique

« Un PAT est une gouvernance alimentaire sur un territoire pour développer les produits de saison et de proximité dans le triple intérêt des transformateurs, agriculteurs et des consommateurs ».

L'objectif du projet

Notre réponse à l'appel à projets du PNA 2016, avait comme objectif d'établir 2 niveaux d'intervention sur le sud du département :

- A l'échelon local, les territoires partenaires de la démarche PAT seront porteurs de projets répondant à des besoins spécifiques et prioritaires à leur niveau.
- A l'échelon sud Meurthe-et-Moselle, l'animation portera sur une démarche de structuration et de coordination des initiatives. L'objectif est de massifier les flux.

Il y a le niveau local donc essentiellement pays et le niveau du sud du département. C'est avec ce double niveau que nous avons fait le plan de financement. Par exemple le Pays Terre de Lorraine a une démarche propre et un financement de la réserve parlementaire, l'Université de Lorraine a un cofinancement Etat, de l'autofinancement etc.

La coordination se matérialise par un comité de pilotage. Au-delà des partenaires, nous avons associé les services de l'Etat : la DDT et la DRAAF et l'Agence de l'eau pour une approche environnementale du PAT.

La Chambre d'Agriculture, pour l'offre de produits agricoles et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat pour l'offre de produits transformés. Ils sont les plus forts contributeurs de la démarche de diagnostic. Nous attendons d'en sortir la définition d'un scénario d'évolution des flux pour définir des scénarii de développement. Nous savons par exemple que nous avons des difficultés sur la question logistique. Nous aurons sans doute besoin de créer une plateforme intermédiaire de stockage. Nous avons besoin d'un état des lieux pour peser le pour et le contre.

Sur le sud 54 nous allons faire le bilan des consommations et de l'offre de produits locaux. Pour mener le diagnostic nous sollicitons les acteurs : les pays et collectivités ont des données et un stagiaire s'assure de l'homogénéité de ces données existantes sur le périmètre du PAT. Le projet intègre aussi l'Université de Lorraine qui travaille sur les motivations et déterminants conduisant les producteurs à rechercher plutôt des circuits de proximité pour écouler leurs produits. La chambre des métiers n'était pas investie jusque-là, le diagnostic est un moyen de les impliquer.

Nous avons aussi une articulation avec l'appel à projets DRAAF-ADEME concernant la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Notre point fort, c'est la motivation des acteurs. Il y a de nombreuses dynamiques sur le territoire, cela les intéresse.

Carte d'identité

Activité :

Accompagnement

Territoire :

592 communes

29 intercommunalités

732 153 habitants

140 hab/m²

103 562 à Nancy

14 % de conversion en bio

Responsable :

Anne Fortier

Contact :

03 83 94 56 83

afortier@departement54.fr

D'où vient la démarche

Dès 2011, le Département ayant à cœur de développer les circuits alimentaires de proximité, a expérimenté le dispositif « panier collègue » avec le Pays Terres de Lorraine. Face à son succès, il a été décidé de déployer la formule sur les autres territoires meurthe-et-mosellans.

Dans le même temps, la démarche devenait une priorité du projet départemental 2015-2021 puisque l'Assemblée Départementale a fixé l'objectif d'atteindre, pour la restauration scolaire, 20% d'achat local par rapport à l'achat global de denrées.

Fort de cette volonté politique, nous avons répondu à l'appel à projets du PNA de 2015 mais nous n'avons pas été retenus.

La démarche se déploie mal sur les autres territoires, des difficultés de logistiques d'approvisionnement et des facturations multiples limitant l'intérêt pour les gestionnaires d'établissement d'avoir recours à de l'approvisionnement local.

Le souhait de relancer plus largement la démarche d'approvisionnement local s'est accompagné par la création de mon poste. Ce poste inclut aussi d'autres thèmes comme la mobilité douce, la performance énergétique des bâtiments... Je fonctionne en mode projet pour animer cette mission avec une collègue en charge de la restauration scolaire, un collègue en charge de l'agriculture et une autre en charge des marchés.

C'est la DRAAF qui nous a mobilisé pour monter une démarche plus large. la coordination des 14 acteurs s'est faite en 15 jours ! Au début nous voulions travailler sur tout le département mais dans la partie nord, une réponse commune à Interreg s'est structurée avec le Luxembourg, l'Allemagne et la Belgique jusqu'en 2022.

LES DIFFICULTES RENCONTREES ET BESOINS POUR ALLER PLUS LOIN

Je dirai que les dynamiques locales sont indépendantes les unes des autres. Elles se développent parce que c'est dans l'air du temps et non par capillarité et influence ou dynamiques communes. Chaque projet s'auto-suffisait et le Conseil Départemental aussi sur l'approvisionnement des collèges. Les projets n'étaient pas suffisamment mûrs pour voir les choses à une plus grande échelle. La recherche de financement pousse à travailler ensemble.

Le PAT actuellement concerne 500 000 habitants. Alors qu'à l'échelle Pays il concerne 100 000 habitants. Il ne faut pas que l'échelle sud départementale écrase l'échelle pays mais les deux ont bien leur raison d'être. Par exemple au niveau local, les acteurs pourraient travailler sur la création d'un magasin de producteurs tandis qu'à l'échelle sud du département nous devrions travailler sur la création d'une plateforme logistique. Nous avons aussi la capacité de redynamiser le marché de gros de l'Agglomération nancéenne.

« Notre point fort, c'est la motivation des acteurs ».

« Il ne faut pas que l'échelle sud départementale écrase l'échelle pays mais les deux ont bien leur raison d'être ».

Nos points faibles sont que nous avons peu de variété de production et nous avons un problème logistique car si chaque producteur livre, ça ne va pas. Le lien entre l'offre et la demande n'est pas suffisamment structuré. Pour les consommateurs, c'est une difficulté de ne pas identifier un lieu pour la production globale et d'être obligé d'aller acheter ses œufs dans une ferme, la viande ailleurs etc. Les magasins de producteurs sont nécessaires.

Le réseau Fermiers Lorrains fait actuellement des livraisons en direct. Pour les collègues ce n'est pas pratique, ils ont 10 livraisons dans la matinée, 10 factures à gérer. Ce problème est perçu par les agriculteurs mais il faut définir d'où vient le problème et identifier la solution. Le réseau Paysan bio lorrain est plus cher parce que ses produits sont centralisés et ces moyens et cette étape intermédiaire a un coût. Leur objectif est de massifier pour baisser le coût. Paysan lorrain a aussi une petite offre bio donc il faut clarifier les choses. Les 2 réseaux sont partants dans la dynamique, ils savent qu'il faut faire évoluer les choses. Fermier lorrain dépendent de la chambre d'agriculture et paysan bio lorrain sont organisés en SCIC. Une personne de la chambre d'agriculture gère leur plateforme et cela est financé par la chambre d'agriculture.

Concernant la DRAAF, nous avons besoin qu'ils continuent d'entretenir la dynamique et nous donner les clefs pour les financements, pour se regrouper et avancer sur d'autres plans comme la formation. Nous avons aussi besoin de retours d'expérience. Donc nous avons besoin qu'ils continuent ce qu'ils font déjà !

Pour en savoir plus :

<http://www.meurthe-et-moselle.fr/actions/transition-%C3%A9cologique>